

DYNAMIQUE URBAINE ET PROBLEMES ENVIRONNEMENTAUX A OUAGADOUGOU, BURKINA FASO

Georges Compaore, Ouagadougou

Introduction

Le Burkina-Faso connaît une urbanisation relativement modérée. En effet, selon le recensement de décembre 1985, le taux d'urbanisation s'élevait à 13,6% et cela en tenant compte des seize centres secondaires de plus de 10.000 habitants. En se basant sur les 119 localités de plus de 5.000 habitants, ce taux dépasse à peine 27%. Or des pays tels que la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal présentaient au même moment des taux de 45 à 50%.

Cependant la taille et le nombre des centres urbains ne cessent de croître. Mais jusqu'à présent, le pays ne compte que deux principales villes: Ouagadougou et Bobo-Dioulasso avec respectivement 441.514 et 228.668 habitants soit 70% environ de la population urbaine nationale. Les estimations de 1992 donnent à Ouagadougou 842.000 habitants et environ 400.000 à Bobo-Dioulasso.

Ouagadougou, la capitale est sans doute le pôle le plus développé avec une armature urbaine assez complète, des activités et des fonctions diversifiées. Le développement urbain est ici plus perceptible qu'ailleurs, il en est autant des problèmes: équipements insuffisants et inadaptés, marginalisation des populations démunies, destruction du patrimoine naturel, forte croissance démographique.

Les problèmes environnementaux sont multiples et se manifestent différemment avec plus ou moins d'acuité. C'est cet aspect précis que nous allons analyser.

Les facteurs de dégradation de l'environnement urbain

Le poids démographique de Ouagadougou

Du gros bourg qu'elle était, il y a environ une trentaine d'années, Ouagadougou est devenue progressivement une agglomération importante, mais sans jamais égaler les autres capitales sous-régionales. Elle n'a pas connu

en fait une croissance spectaculaire au cours de sa lente évolution. Cependant, elle concentre près de 50% de la population urbaine nationale et selon les estimations actuelles, elle concentrerait 842.000 habitants. Ce poids démographique a certainement eu un impact sur l'espace urbain.

En effet, l'afflux de population rurale après l'indépendance de 1960 a modifié la morphologie du paysage urbain au fur et à mesure de l'installation des nouveaux migrants. Il faut savoir que depuis 1927, tous les lotissements de Ouagadougou l'ont été en dehors de tout plan. L'extension urbaine qui en a résulté s'est donc faite très rapidement sans que l'autorité publique ne puisse la contrôler encore moins la maîtriser: cette situation a abouti à la naissance et au développement d'un type d'habitat spontané à la périphérie de la ville.

En 1960, la ville ne comptait que 51.500 habitants mais, la sécheresse des années 70 a entraîné un exode rural massif et continu vers les villes et principalement Ouagadougou. Depuis lors, Ouagadougou connaît une croissance particulièrement forte. Au cours de la période intercensitaire écoulée (1975-1985) la croissance démographique du Burkina-Faso a été l'une des plus fortes de la sous-région soit 2,68% par an. Mais la croissance urbaine que l'on observe aujourd'hui (9,7% par an) s'explique par l'immigration alimentée par une population encore à 90% composée de ruraux. L'accélération est d'autant plus forte qu'il y a dix ans les centres urbains étaient de taille modeste. A ce rythme Ouagadougou aura 1.800.000 habitants en l'an 2000, selon les projections démographiques actuelles. Cela justifie que soit mise en place une politique urbaine cohérente.

Tableau 1: Répartition des logements selon le degré de confort et les matériaux utilisés

Pourcentage	Matériaux	Equipement	Norme
13	Durables	Eau-électricité	Bonne qualité
15	Durables ou mixtes (banco + ciment)	Eau et/ou électricité WC	Assez bonne qualité
25	Mixtes ou banco	WC, rarement en eau	qualité moyenne
47	Précaire (banco)	Absence d'eau et d'électricité 16% sans WC	mauvaise qualité

Source : HUIT-BCEOM, (1989).

Le constat est accablant: entre 1960 et 1980, les pouvoirs publics ont loti 1.040 ha soit 52 ha par an, portant la ville lotie de 520 à 1.960 ha. Au cours de la même période les quartiers d'habitants spontanés s'étaient

sur environ 4.900 ha (70% de l'espace urbain où habitaient 60% de la population) soit 210 ha par an.

A la même date (1980), l'habitat urbain dans son ensemble souffrait de graves insuffisances: le tableau suivant le confirme.

Ce tableau montre bien l'ampleur des actions à entreprendre dans les quartiers sous-équipés et peuplés alors que la pauvreté urbaine est omniprésente.

Forte concentration des équipements au centre ville ou marginalisation des secteurs restructurés (Fig 1 et 2)

En 1984, l'objectif de procurer une parcelle de terrain à usage d'habitation à tout ménage burkinabé s'est concrétisé par le lancement d'une campagne de lotissement dans la périphérie de Ouagadougou. Il est bon de savoir en effet qu'entre 1960 et 1980 les pouvoirs publics ont loti 1.040 ha soit 52 ha par an portant ainsi la ville lotie de 920 à 1.960 ha. Au cours de la même période les quartiers d'habitat spontané s'étaient étendus sur environ 4.900 ha (70% de l'espace urbain où habitaient 60% de la population) soit 210 ha par an. Depuis la période coloniale et jusqu'à une époque récente, les lotissements effectués dans cette ville ne l'ont été qu'à la suite de circonstances particulières, le plus souvent en dehors de tout plan d'aménagement, soit que celui-ci n'a jamais pu être établi, soit qu'il est dépassé avant même d'être adopté et appliqué. Cela s'est traduit par une extension anarchique de l'espace urbain qu'il convenait de corriger pour donner à la ville toute sa fonctionnalité. Cette lenteur dans la mise en oeuvre d'une politique urbaine clairement définie contrastait avec des besoins pressants des populations en terres à bâtir, d'où cette occupation illégale et progressive des zones péri-urbaines par les récents émigrés et les personnes à faible revenus.

De 1984 à 1990, l'opération de restructuration de ces quartiers a permis de dégager 65.000 parcelles de terrain, d'une superficie de 250 à 300 m² pour les citoyens. Elles couvrent environ 3.000 ha, portant ainsi la ville lotie à 11.680 ha. Elles sont essentiellement localisées dans les anciennes zones occupées jadis par l'habitat spontané. Cet aménagement a consisté le plus souvent à l'ouverture des voies d'accès, à la mise en place des drains principaux d'évacuation des eaux pluviales, de quelques bornes fontaines ... L'électrification n'est qu'à ces débuts.

La plupart des bâtiments administratifs et commerciaux, établissements scolaires et structures sanitaires et des équipements de production (eau, électricité, téléphone etc.) se trouvent en très grand nombre au coeur de la ville, malgré l'effort déployé par les autorités ces dernières années dans le cadre de la restructuration des zones périphériques d'habitat spontané. Il existe donc une adéquation flagrante entre l'aménagement spatial en cours et les infrastructures mises en place. Pourtant, Ouagadougou se caractérise par son étendue, un faible pourcentage de recons-

truction et une densité relativement faible (100 hab./ha). Cette situation entraîne évidemment l'installation de nombreux services infrastructuraux pour relativement peu d'habitants, c'est à dire, des coûts d'équipement particulièrement élevés. Mais l'impossibilité d'installer ces services constitue un facteur limitant au développement urbain.

La répartition actuelle des équipements collectifs le confirme. Dans le développement spatial de Ouagadougou, jusqu'ici, tous les équipements sont restés concentrés autour et à l'intérieur de la zone commerciale: magasins, supermarchés, hotels, restaurants, banques et compagnies d'assurance, cinémas etc. On trouve dans la zone administrative contigüe au centre-ville les bureaux des ministères: trois immeubles à quatre niveaux abritants 10 ministères viennent d'être édifiés. Il faut donner à la capitale du Burkina-Faso un "coeur", et c'est bien normal. Mais doit-on oublier les autres parties de Ouagadougou dans un sous-équipement chronique? Dans chaque secteur de la ville existe le plus souvent quelques marchés, un ou deux, un certain nombre d'écoles primaires et secondaires, un dispensaire, une salle de cinéma ... On arrive ainsi à la conclusion qu'en fait Ouagadougou malgré son extension récente continue de diriger l'ensemble de la ville à partir d'un noyau initial sans vouloir conforter le reste. Les données recueillies lors de nos enquêtes dans les secteurs en sont révélatrices.

Les secteurs centraux sont toujours privilégiés par rapport aux autres. Pourtant, ils concentrent moins de la moitié de la population urbaine actuelle, estimée à 842.000 habitants.

Ainsi, 52% des formations sanitaires, environ 50% des établissements secondaires, et 40% des marchés urbains se sont établis dans les douze secteurs centraux. Une telle distribution des équipements urbains n'est acceptable que dans la mesure où la ville est de petite dimension, les déplacements entre le centre et la périphérie étant minimisés. Mais dès que la ville s'étend et que la population augmente rapidement, c'est le cas ici, des inconvénients apparaissent aussitôt. L'extension de Ouagadougou entraîne une exagération des distances entre le centre ville et la périphérie: 15 km de rayon environ, distance trop grande pour être parcourue à pied, alors que les transports en commun sont faiblement développés. Cette déficience expliquerait pourquoi Ouagadougou est appelée la ville "des deux roues". En outre, l'accroissement rapide de la population amène les citadins à solliciter intensivement les mêmes équipements à l'intérieur d'une zone limitée. Le centre ville est en mouvement continu: les infrastructures risquent de vieillir très rapidement, si elles sont perpétuellement sollicitées par une population nombreuse. Il doit y avoir un rayonnement positif sur l'ensemble de l'espace urbain. Autrement, son aire d'influence serait relativement restreinte.

Un équipement de base très sommaire

L'équipement de base fait défaut: l'Office National des Eaux et de l'Assainissement (ONEA) et la Société Nationale d'Electricité du Burkina (SONABEL) sont presque absents dans les secteurs périphériques. Cela se traduit par des difficultés majeures d'approvisionnement en eau potable des populations résidentes et par l'obscurité totale la nuit. Les routes sont très dégradées, rendant les transports en commun difficiles.

L'ONEA n'a pas encore pu mettre en place un véritable réseau d'adduction d'eau en dehors de quelques rares bornes fontaines et postes d'eau publics implantés hâtivement. Ouagadougou compte à ce jour 30.000 abonnées à l'eau et 205 bornes-fontaines et postes d'eau (forages). Plus de 60% de ses équipements isolés sont concentrés dans les douze secteurs qui composent le centre ville, alors que c'est cette partie de la ville où les abonnés à l'eau sont le plus nombreux et c'est là aussi où le réseau d'adduction d'eau est le plus dense et le mieux hiérarchisé. Dans les secteurs restructurés, les femmes continuent donc de se diriger vers les puits traditionnels aux eaux de qualité parfois douteuse. Une autre forme d'alimentation existe, mais elle est plus ou moins onéreuse selon les saisons. Il s'agit du commerce d'eau au moyen de fûts de récupération de 200 litres, montés sur un bâti métallique avec des roues. Ce commerce est effectué par des jeunes gens de 14 à 20 ans. L'eau est vendue de porte à porte à raison de 30 FCFA le fût lorsque l'eau est abondante (juillet-janvier) et à plus de 200 voire 300 sinon 500 FCFA le fût, quand elle se raréfie en saison chaude.

Selon la destination de l'eau (travaux de construction, eau de boisson), elle peut provenir, soit d'un marigot riverain soit des points d'eau aménagés cités plus haut, là encore les prix varient. En cas de grave pénurie d'eau potable, il arrive que les populations consomment même l'eau des mares ... A la trame d'accueil du secteur 28 aménagé pour accueillir les populations déguerpis du secteur 14, le problème d'eau est permanent. En effet le raccordement au réseau d'eau potable de la ville était impossible à cause de la trop grande distance à parcourir qui rendait la pression d'eau très faible à la trame. C'est pourquoi, on pensa à creuser des forages mais sans grands résultats parce que la nappe phréatique de la ville est pauvre en eau souterraine (substratum cristallin granité). Ainsi, sur 16 forages effectués, 6 n'avaient pas d'eau et sur les 10 restants, 3 seulement avait un débit suffisant ($5 \text{ m}^3/\text{heure}$ et plus), pour être équipés de postes autonomes dès février 1989 (18). En 1990, la situation s'est légèrement améliorée puisque 5 postes d'eau et 6 bornes fontaines ont été installés. La production d'eau potable est cependant faible, à peine 13.000 m^3 d'eau par an soit environ $1,5 \text{ l/jour/habitant}$, pour une population estimée à 22.650 personnes. Dans ce cas, l'approvisionnement en eau potable est insuffisant, elle est complétée par l'eau des puits ou des mares voisines, des problèmes sanitaires en perspective donc. Pourtant ce secteur ne dispose que deux dépôts pharmaceutiques, d'une clinique d'accouchement et d'un

dispensaire, tous deux de dimension très modestes. Ces quelques exemples illustrent parfaitement l'état de dénuement des anciens quartiers d'habitat spontané et de l'ampleur des opérations d'équipement à entreprendre rapidement. Il est grand temps donc que l'ONEA joue pleinement son rôle, cela limiterait sans doute certains cas de maladies liées à la mauvaise qualité de l'eau (maladies diarrhéiques par exemple).

L'électricité apparaît ici comme un luxe. La SONABEL semble hésiter à procéder à des opérations massives d'électrification de peur de ne pas rentabiliser ses installations à cause du faible pouvoir d'achat de la population concernée. Le coût élevé du kW/h (72 FCFA) et celui des installations domestiques (30.000 FCFA minimum) écartent du même coup beaucoup de citoyens à l'électricité. Les lampes tempêtes continuent donc d'être utilisées massivement à des fins d'éclairage la nuit. Seules, quelques personnes fortunées acceptent de lourds investissements pour avoir accès à l'électricité. Pour l'instant, l'alimentation électrique d'envergure et de l'éclairage public se font attendre.

À l'intérieur des secteurs, on constate beaucoup de défaillances tant au niveau de la voirie que des transports. En général, les voies ouvertes à la circulation l'ont été au bulldozer sans aucun aménagement particulier: sol naturel jonché de débris végétaux (racines) ou recouvert de latérite. En outre dès l'hivernage, l'absence de caniveaux de drainage des eaux pluviales provoquent une rapide dégradation de ces voies à cause d'un intense ruissellement. Aux secteurs 29 et 30, les déviations sont si importantes qu'il arrive que des espaces routiers soient isolés, que les habitants les transforment en espaces cultivables en saison des pluies ... Que ce soit en taxi ou en bus, les liaisons entre le centre-ville et la périphérie ne sont guère aisées. Le bus dessert tous les secteurs de la ville, mais il s'agit beaucoup plus d'une ligne de pénétration qu'un véritable réseau de bus bien hiérarchisé à l'intérieur des secteurs. De ce fait, les déplacements intra-urbains s'opèrent péniblement, malgré des coûts relativement acceptables (100 FCFA la course). Quant aux taxis, ils n'ont d'existence que le nom: état mécanique défectueux, lenteur exagérée, coût du transport élevé (500 à 1.000 FCFA la course) selon l'heure de la journée et la destination, et jamais connu à l'avance.

Au total, les anciens quartiers spontanés devenus nouveaux secteurs restructurés attendent encore souvent un équipement minimum. Un renforcement de leur desserte en infrastructures pourrait sans doute constituer un élément important de la politique de l'habitat. En effet, il toucherait "le plus grand nombre" et concernerait un domaine trop complexe pour l'initiative individuelle mais à la mesure de l'autorité publique. Peut-on envisager une telle opération d'équipement à des prix compatibles avec les ressources des habitants?

Manifestations de la crise urbaine

Rejets urbains et écologie urbaine

Les eaux usées et de ruissellement

Les interactions entre les établissements humains et leur environnement se manifestent particulièrement à travers l'évacuation des eaux usées et de ruissellement.

La croissance urbaine rapide de Ouagadougou et les nombreuses activités qui s'y déroulent, entraînent le rejet d'importantes quantités d'eaux usées issues aussi bien des habitations que des entreprises modernes ou artisanales. Leur mode d'évacuation est très rudimentaire. En effet, ces eaux et celles de la pluie sont drainées à ciel ouvert par des canaux mais dans des conditions particulièrement dangereuses pour la santé urbaine.

Les eaux du canal du "Mogho-Naba" se jettent dans le barrage N°2 qui communique avec le barrage N°3. Ces deux barrages alimentent la ville en eau potable. Un problème se pose donc à ce niveau. En outre, les eaux des mares "urbaines" sont pauvres en poissons: seules quelques espèces ont réussi à s'adapter au milieu: clarias, polypteurs, tilapia et les formes naines barbus ... Tout cela parce que leurs eaux sont polluées.

Tout cela tient du fait que le réseau public de collecte des eaux usées est largement insuffisant. En dehors des drains principaux, il n'existe pas en réalité un véritable réseau d'évacuation bien hiérarchisé à l'intérieur des quartiers centraux, ceux de la périphérie étant dépourvus. Pourtant, c'est là que l'on observe les fortes concentrations de population. A cela, il faut ajouter que ces canaux reçoivent en plus des eaux usées ou de ruissellement, des détrituts divers qui achèvent de les remplir, faute de poubelles.

Des enquêtes par sondage ont révélé en 1980, que 70% des usagers évacuent les eaux usées dans la rue. En outre, le lessivage des murs construits en terre crue entraîne dans les caniveaux une charge très élevée en sables et argiles qui les obstruent.

Les marigots et caniveaux saturés et obstrués se transforment en véritable nids à vecteurs ayant pour conséquences: prolifération d'insectes vecteur de maladies, soit anophèles, culex, mouches, blatoïdes; le développement des maladies liées à l'insalubrité soit diarrhées, paludisme, maladies de l'appareil urinaire, tétanos, typhoïdes ...; les nuisances diverses comme par exemple les poussières, les odeurs, le gaz, effets néfastes sur l'esthétisme de la ville.

A l'intérieur des habitations, les installations adéquates de système d'évacuation des eaux usées sont rares. Et dans la plupart du temps, quand

elles existent, elles ont été contruites par le chef de ménage lui même. Dans ces conditions, on voit mal comment elles pourraient être efficaces et ce d'autant plus que nous avons affaire plutôt à des simples fosses que de véritables systèmes de "tout à l'égout". Ces fosses rudimentairement créées se remplissent vite, il faut donc les vider fréquemment ... On attend alors le soir pour le faire. Les eaux sales sont versées à ciel ouvert dans les caniveaux, sur la chaussée, dans la rue.

"Les éclaboussements des véhicules, la divagation des animaux et principalement des porcs, les jeux des enfants à demi-nu dans les rues des quartiers traditionnels créent dans ces conditions des risques de contamination très grands". Malgré les interdictions et les mesures de la municipalité, ces pratiques extrêmement dangereuses ne peuvent cesser.

La pollution des eaux

Pourtant ces rejets polluent les eaux de surface. Les analyses chimiques des eaux opérées aux barrages N° 3 et de Loumbila sont révélatrices d'une pollution permanente.

Tableau 2: Analyse chimique des eaux

Lac	Ouaga n° 3	Ouaga n° 3	Loumbila
date	13/08/84	14/03/85	14/03/85
Ca ⁺	16,9	10,1	9,7
Mn ⁺	3,41	6	3,5
Na ⁺	20,6	24,5	2,5
K ⁺	19,9	20	7,5
Si ⁺	0,19	-	-
+	2,53	2,57	1,07
HC0 ₃	122	91,5	55,6
S0 ₄	6,6	5	5
Cl	19	25,5	0,7
N0 ₃	-	0,5	1,5
...	2,69	2,33	1,05

N.B. Ces ions sont exprimés en mg/l et les sommes en milli-équivalents. Les analyses ont été effectuées au CGR de Thonon les bains et au laboratoire d'hydrologie de l'université Pierre et Marie Curie de Paris. (Travaux de Poda Jean NOEL, hydrobiologiste CNRST.)

"Les eaux usées de Ouagadougou sont bicarbonatées sodiques, elles sont donc conformes aux terrains cristallins caractéristiques du Plateau Central. La très forte teneur en Cl et les différences de concentrations ioniques entre les mesures de Ouaga N° 3 le 13/08/84 et le 14/03/85 sont

liées aux variations saisonnières (dilution en saisons des pluies (août) et forte évaporation en saison sèche (mars)).

Les concentrations ioniques élevées des eaux du barrage N°3 de Ouagadougou comparativement à celles de Loumbila (tous les deux barrages étant sur les mêmes terrains cristallins) traduisent l'influence nette des rejets urbains sur les eaux du barrage N° 1, 2 et 3 de Ouagadougou. L'abondance de l'ion K^+ renforce cette hypothèse. La forte teneur en ions HCO_3 est un indice de l'influence urbaine." (Source: UNESCO-MAB 1985.)

Les autres formes de la pollution urbaine

Ce qui frappe tout visiteur arrivant la première fois à Ouagadougou, c'est ce nuage de poussière qui couvre la ville. Ce phénomène semble être lié aux conditions atmosphériques particulières. Pendant une partie de l'année, quand souffle l'Harmattan (de novembre à janvier); il prend de l'ampleur du fait qu'une grande partie des rues de la capitale ne soit pas bituminée. Ainsi donc, les déplacements incessants des véhicules provoquent la formation de nuages de poussière qui restent en suspension aussi longtemps que le trafic est intense.

En relation avec la pollution de l'atmosphère, il y a toutes sortes de fumées qui se dégagent aussi bien des activités économiques que domestiques. De ce point de vue, il est difficile de fournir des données précises à cause du manque d'étude à ce sujet, mais leur origine (combustion des produits pétroliers et des ordures diverses) amènent à penser que ces fumées sont toxiques, puisque riches en CO et CO_2 . La santé urbaine est alors mise à rudes épreuves: La prévalence des méningites, des infections rhinopharyngées, les irritations et les infections des yeux le confirment éloquemment.

Consommation énergétique à dominante primaire ou destruction du couvert végétal

Le bois de chauffe

Jusqu'à présent, le bois constitue pour les ménages burkinabés la première source d'énergie. A Ouagadougou, 76% des dépenses énergétiques le sont grâce au bois; 0,5% par l'électricité, le reste par des produits pétroliers et le gas. 3% seulement des ménages urbains utilisent d'autres combustibles que le bois.

La consommation en bois par habitant et par jour était de l'ordre de 1,18 kg en 1980 soit une consommation journalière de 454.000 kg. Aujourd'hui, ce volume doit être multiplié par deux, voire d'avantage.

La couverture de ces besoins entraîne la destruction annuelle de 14.000 ha de terrains surexploités et laissés à l'érosion autour de Ouagadougou et de Bobo. La dégradation de plus de la moitié de ces terrains sont dus à l'approvisionnement de Ouagadougou en bois.

En effet, chaque million de m³ de bois consommé aux environs de Ouagadougou correspond à une coupe à blanc de 10.000 ha de savane.

De tout cela, on aboutit à un déséquilibre écologique marqué par une intense érosion suite au déboisement intensif, la disparition progressive entraîne peu à peu le recul de certaines espèces animales et végétales ... Le problème prend beaucoup d'ampleur à cause des dimensions économiques du phénomène: Le commerce du bois apporte plus de 4,5 millions de FCFA de contribution économique par jour à la ville.

La dégradation du couvert végétal

L'influence de Ouagadougou s'exerce fortement sur ses alentours immédiats (50 km) et même lointain. La dégradation progressive du couvert végétal devient alors un problème préoccupant. Elle résulte pour une bonne part des interférences des activités humaines sur la couverture végétale de type savanesque, donc particulièrement sensible.

Parmis elle, l'agriculture et l'élevage qui utilisent encore des méthodes traditionnelles d'exploitation constituent un facteur puissant de déboisement et d'érosion. Une bonne partie des citadins mènent encore des activités agricoles intenses autour de la ville. Si cela se passait d'une façon harmonieuse autrefois, aujourd'hui les conditions d'ensemble ont beaucoup changé. La croissance démographique a fait de Ouagadougou une grande consommatrice d'espace pour les habitations. Ainsi, les terres urbaines périphériques jadis vouées à l'agriculture, sont désormais occupées par l'habitat. Les agriculteurs "urbains" doivent donc se déplacer toujours plus loin pour trouver de nouvelles terres agricoles. Ce mouvement perpétuel a abouti à des paysages dénudés parsemés d'arbres utiles aux environs immédiats de Ouagadougou (Raisiniers, *Butyrospermum parkii* - Karité-, *Parkia biglobosa* -Néré-) mais constamment exposés à l'érosion éolienne et pluviale. Tout cela ajouté à la coupe abusive du bois, on peut dire que la situation ne fait qu'empirer.

Conclusion

Les aspects que nous venons d'analyser ne poussent pas à l'optimisme. En effet, les problèmes soulevés se ramènent presque tous à des facteurs dynamiques (croissance démographique), qui, imbriqués à des situations stagnantes comme la pauvreté urbaine, la perpétuation des modes de vie ruraux en milieu urbain (agriculture, consommation d'énergie primaire)

immobilisent les efforts de développement. Les difficultés rencontrées semblent être les conséquences de problèmes majeurs qui se manifestent de cette manière dans le milieu urbain.

Comment résoudre l'extension spatiale urbaine, si vous n'avez pas maîtrisé la croissance démographique rapide, et sans élévation du niveau de vie? En outre, certains comportements des citoyens (pollution des eaux, insalubrité des habitations) sont liées à l'incapacité des pouvoirs publics d'asseoir une politique urbaine cohérente. Si l'infrastructure socio-collective fait défaut, cette insuffisance ou manque est accentuée par ces genres de réactions. Bien entendu, l'Etat ne peut pas tout entreprendre, mais dans ce cas, il pourrait susciter l'initiative privée.

De toute façon, de l'avenir des villes dépendra celui de l'humanité. Mais la plupart des problèmes urbains dans le monde en développement trouveront leurs solutions dans le cadre général des politiques de développement.

Bibliographie

ACCT/ IUP (1986): *Aménagement en quartiers spontanés africains*. Paris.

BANQUE MONDIALE (1988): *Enquête de ménages à Ouagadougou: 2e projet urbain, 1986 réactualisé*.

BONKOUNGOU, S. R. (1990): *Aspects sociaux de déguerpissements urbains au Burkina-Faso: Déguerpissement et trames d'accueil à Ouagadougou de 1985 à 1988*. Mémoire de maîtrise, Université de Ouagadougou.

COMPAORE, G. (1990): La rénovation des centres urbains : la cas de Ouagadougou - Colloque international: *"Maîtriser le développement urbain en Afrique Subsaharienne"* - Ouagadougou, 1er au 5 décembre 1990.

CROUSSE, B, E. LEBRIS et E. LE ROY (1986): *Espaces disputés en Afrique noire: Pratiques foncières locales*. Karthala Paris.

DOA, O. (1972): Ouagadougou: *Etude urbaine*. Thèse de doctorat de 3e cycle - Université de Montpellier.

DIMBARRE, C. (1990): *La restructuration de la zone commerciale de Ouagadougou. Mémoire de maîtrise* - Université de Bordeaux III.

DURAND - LASSERVE, A. (1986): *L'exclusion des pauvres dans les villes du Tiers-monde: Accès au sol et au logement*. L'Harmattan, collection "Point de vue"- Paris.

HUIT-BCEOM (1989): *2e projet de développement urbain du Burkina-Faso. Etude de factibilité* - Ouagadougou.

INSD (1989): *2e recensement général de la population, 10-20 décembre 1985*. Direction de la démographie, Ouagadougou.

- LAFONTAINE, S. (1990): *La destruction d'un quartier populaire Oulandais. Etude du parcours des familles déguerpis*. Mémoire de maîtrise. Paris-Val-de-Marne.
- MARIE, A. (1989): *"Politique urbaine": une révolution au service de l'Etat - Politique africaine*, N° 33 - Karthala, Paris.
- MINISTERE DE L'EQUIPEMENT (1990): *Problèmes d'habitat au Burkina Faso: Bilan et perspectives*. Ouagadougou, juin 1990.
- MINISTERE DES FINANCES (1988): *2e Projet de développement urbain - Rapport préliminaire, phase 1: Etude du financement de l'habitat, décembre 1988*.
- MINISTERE DE LA FONCTION DU TRAVAIL ET DES LOIS SOCIALES (1986): *Tableau comparatif des salaires de début et de fin de carrières des agents publics* - Ouagadougou.
- OUEDRAOGO M.M (1988): *Urbanisation, organisation de l'espace et développement au Burkina-Faso*. Thèse d'Etat - Université de Bordeaux III.
- UNESCO - MAB 11 (1985): *Approche écologique pour l'amélioration de la planification urbaine en Afrique en rapport avec la population: la cas de Ouagadougou, décembre 1985*. Université de Ouagadougou

Résumé

Le développement urbain de Ouagadougou se manifeste par une croissance démographique très rapide (9,7% de 1975 à 1985), accompagné d'une extension spectaculaire de l'espace urbain: 8.686 ha à la fin des années 80, 11.680 ha environ en 1990. Ces deux phénomènes ont entraîné d'importantes opérations de rénovation dont les conséquences ont marqué profondément l'écologie de Ouagadougou et de ses environs: disparition progressive des grands arbres (caïcédrat) à l'intérieur de la ville par suite de l'élargissement des rues, accélération de l'érosion pluviale et éolienne à cause de l'action anthropique; dégradation du couvert végétal. Par ailleurs, des formes nouvelles de pollution urbaine ont fait leur apparition: Evacuation des eaux industrielles usées à ciel ouvert, accumulation des déchets domestiques aux abords des habitations.

Quelque soit l'ampleur des phénomènes observés, il convient dès à présent qu'on leur accorde une attention toute particulière. Pratiques et politiques urbaines y sont pour beaucoup dans les tentatives de solution à envisager. C'est à partir d'elles qu'on pourrait comprendre peut-être les problèmes environnementaux qui se posent.